« L'ŒIL AMÉRICAIN »

Après avoir remarquablement mis en lumière le plan pangermaniste et contribué pour une grande part à mieux orienter l'opinion française, notre compatriote, M. André Chéradame, vient d'examiner l'action pangermaniste dans ses rapports avec les Etats-Unis. Voici un résumé de cette étude, que sa longueur ne nous permet pas de reproduire en entier.

M. Chéradame commence par poser que « la controverse entre les Etats-Unis et l'Allemagne à propos de la guerre sous-marine ne constitue qu'un incident et masque la vérité totale »...

L'Atlas pangermaniste de Paul Langhans, publié en 1900, à Gotha, établit la proportion des Allemands nés en Allemagne ayant émigré aux Etats-Unis par rapport au reste de la population américaine. Sur une population totale de 100 millions d'habitants, les Etats-Unis comptent de 10 à 15 millions de Germano-Américains, systématiquement organisés, installés surtout dans les régions industrielles et commerciales de l'est et des grands lacs. Sur certains points, la proportion de Germano-Américains atteint jusqu'à 85 % de la population. Ils ont donc pu exercer sur la politique des Etats-Unis une influence considérable et même faire entrer au Congrès de Washington des hommes à eux.

Nous devons bien comprendre que c'est au prix de grandes difficultés, que les vrais citoyens des États-Unis, enserrés par les liens de la formidable organisation allemande, ont pu, peu à peu, se faire sur la guerre européenne des idées qui fussent conformes aux réalités. Cette évolution a été encore retardée par le fait qu'avant la guerre, pour des raisons différentes, les pays alliés étaient incontestablement beaucoup moins estimés que l'Allemagne aux États-Unis.

Les Américains ne connaissaient de la Russie que les entraves dont les Israélites de l'empire des Tsars se plaignent. Comme beaucoup de ceux-ci ont émigré aux États-Unis et y exercent une grande influence sur la presse, ils y entretenaient naturellement l'aversion des Américains pour la Russie. Les Irlandais, sujets américains, se livraient à la même tâche contre l'Angleterre, à laquelle les États-Unis avaient dû arracher l'indépendance. Quant à la France, les Américains la considéraient comme en état de décadence irrémédiable. L'éclatante atrocité des prodigieux crimes allemands aux États-Unis, contre les passagers non belligérants, contre les Belges, les Serbes, les Arméniens, et la magnifique résistance des Alliés ont finalement bouleversé tous ces points de vue. Les préventions des Américains contre la Russie et l'Angleterre se sont atténuées dans une très large mesure et l'attitude si noble, si grandiose et si héroïque du peuple de France a démontré qu'il n'était pas en décadence. Aujourd'hui on peut dire, car c'est la vérité, que la France a fini par conquérir l'admiration profonde et enthousiaste de tous les citoyens américains vraiment indépendants. Cette évolution progressive a rendu les Américains de plus en plus pro-Alliés. Elle explique pourquoi tout récemment une adresse signée de 500 personnalités de l'élite intellectuelle américaine concluait : « Le bien de la civilisation pour lequel l'Allemagne a tant donné et *les plus hauts intérêts de l'Allemagne même demandent que dans ce conflit l'Allemagne et l'Autriche soient défaites. C'est pleins de confiance et d'espoir que nous attendons ce résultat.* » (Cité par *Le Temps*, 19 avril 1916.)

Mais une dernière étape reste à faire par l'opinion américaine ; *elle consiste à comprendre de la façon la plus nette que la victoire de l'Allemagne signifierait avec certitude la fin de l'indépendance des Etats-Unis.* Cette étape d'ailleurs, quelques Américains particulièrement clairvoyants l'ont déjà franchie. En mars dernier, le docteur Elliot, ancien président de l'Université Harward et, assure-t-on, ami intime du président Wilson, a déclaré dans le *New-York Times* : « *Le moyen le plus rapide, le plus avantageux et le plus sûr pour les Américains de se protéger contre une invasion allemande est de conclure avec la France et la Grande-Bretagne une alliance permanente offensive et défensive, ayant pour objet de maintenir la liberté des mers pour les alliés et de s'opposer à une attaque maritime éventuelle. Il est temps pour le républicain le plus convaincu d'étudier dans quelles conditions on peut venir en aide à la France et à la Grande-Bretagne. Il est temps pour tous les Américains de prendre ouvertement parti pour les peuples européens qui résistent depuis de si longs mois au despotisme militaire prussien.* » (Cité par *Le Temps*, 15 mars 1916.)

.....

La réplique très nette du président Wilson à la réponse allemande marque une nouvelle étape franchie par l'opinion américaine. Lorsque celle-ci considérant, non plus seulement la barbarie allemande à propos de la guerre sous-marine, mais surtout les formidables conséquences qu'aurait pour les Etats-Unis une victoire allemande, alors la grande République d'outre-Atlantique sera au terme de son évolution. Elle aura alors « l'œil américain » et agira en conséquence.

Cette vue d'ensemble qui déterminera finalement les États-Unis, il semble qu'on puisse l'esquisser ainsi :

Les pressions politiciennes, les grèves monstres, les complots et attentats déclanchés sur l'ordre d'agents du kaiser : von Papen, von Igel, etc., ont pleinement démontré que l'organisation allemande aux États-Unis menace leur indépendance et a un caractère nettement criminel et de trahison organisée.

D'autre part, les Américains ne peuvent pas méconnaître l'extrême gravité des récentes manœuvres pangermanistes dans les États de l'Amérique du Sud, particulièrement en Argentine, au Brésil, destinés, selon le plan de 1911, à devenir des protectorats allemands, et au Nicaragua, où les agents de Guillaume II ont tenté de se faire concéder le territoire nécessaire à la construction d'un canal devant concurrencer celui de Panama. Enfin, fait indéniable d'une menace plus immédiate encore, il y a peu de mois, l'Allemagne a tenté l'envahissement militaire du Canada avec la complicité de ses sujets affubés de la nationalité américaine. Il tombe donc sous le sens commun que si, par hypothèse, es Alliés succombaient en Europe, l'Allemagne deviendrait maîtresse du Canada et pratiquement dominerait les États-Unis. La série extraordinaire d'attentats que les Germano-Américains ont déjà pu se permettre sur le sol de la Grande République américaine démontre avec éclat que l'indépendance des États-Unis ne serait pas compatible avec l'existence de la Pangermanie.

Tout cela, on s'en rend déjà plus ou moins compte aux États-Unis, mais où l'opinion américaine demande encore à être éclairée, c'est sur l'immense danger que comporterait pour les États-Unis le redoutable piège berlinois dit de « La Partie Nulle ». Comme je l'ai expliqué, le coup de la partie nulle est la plus dangereuse machination que les Boches tiennent encore en réserve. Comme beaucoup d'Alliés ont été longtemps avant de comprendre l'énorme péril d'une Allemagne cédant *momentanément* à l'est et à l'ouest pour s'emparer définitivement de l'Europe centrale, des Balkans et de la Turquie, il n'est pas étonnant que les Américains n'aient point encore exactement « réalisé » le danger du coup éventuel de « la partie nulle »

Comme je l'ai précédemment exposé, la partie nulle aurait pour résultat de permettre à l'Allemagne de réaliser la gigantesque acquisition du Hambourg-golfe Persique, condition principale, essentielle et suffisante du plan pangermaniste mondial. Or, par voie de conséquences, cette réalisation assurerait la mainmise progressive du gouvernement de Berlin sur tous les points stratégiques maritimes d'une importance exceptionnelle qui commandent les mers de l'Univers. Il en résulterait pour les États-Unis cette conséquence que la puissance des intrigues allemandes dans l'Amérique du Sud, au Canada, et, partant, aux États-Unis, serait considérablement accrue du fait de la détention par le gouvernement de Berlin des moyens maritimes de la domination universelle.

.....

Dans le domaine financier, les États-Unis peuvent offrir aux Alliés des facilités de crédit infinies qui leur seraient particulièrement précieuses. M. Guthrie, vice-président du comité de France-Amérique à New-York, a ainsi exposé la manière à la fois délicate et ingénieuse d'après laquelle les États-Unis pourraient et devraient, selon lui, prêter leur concours financier à la France.

« L'historien Parkins, dit M. Guthrie, déclare que le montant des dépenses de la France pour libérer l'Amérique s'est élevé à 772 millions de dollars... De cette énorme dépense, qui a ruiné le Trésor royal, pas un sou n'a été remboursé à la France. Elle ne l'a jamais réclamé, et elle en refuserait fièrement le remboursement en nous rappelant qu'elle avait stipulé dans le traité d'alliance du 6 février 1778 qu'elle ne recevrait aucune indemnité pour sa coopération et ses sacrifices... Ce traité était sans précédent en générosité dans l'histoire du monde... Ne serait-il pas souverainement juste si le peuple américain, cent trente-quatre ans après la bataille de Yorktown, reconnaissait ce service — je me refuse à l'appeler dette, — en offrant au peuple français un crédit commercial du principal, c'est-à-dire 772 millions de dollars, remboursable quand la France le pourrait ? Ce ne serait que l'équivalent d'une contribution de 7 dollars et demi pour chaque citoyen des États-Unis, bien moins que l'impôt qui a été payé volontairement et de bon cœur par le peuple français du dix-huitième siècle pour nous aider. Quelle noblesse, quelle gloire, quelle splendeur de cœur, d'âme et d'esprit si les grands banquiers américains avaient pu proclamer au monde qu'ils avaient eux-mêmes fixé le chiffre de 772 millions en reconnaissance du passé. Nous serions vraiment fiers de notre génération si elle pouvait écrire une page aussi sublime, aussi impérissable dans l'histoire du monde. » (V. Revue du XVIIIe siècle, janvier 1916.)

Dans le domaine des munitions et du matériel de guerre, les États-Unis pourraient évidemment encore intensifier leur effort. Enfin comme on l'a déjà dit, les États-Unis seraient à même de fournir aux Alliés des hommes, puisque cette guerre sans précédent en exige des quantités si grandes. Mais comme on sait, les États-Unis n'ont pas de grande armée et il n'est pas certain qu'ils désireraient ou pourraient rapidement en improviser une. Une solution beaucoup plus simple permettrait cependant aux États-Unis d'assurer très vite aux Alliés un concours en hommes fort appréciable. Ce serait que le gouvernement de Washington donnât la faculté aux citoyens américains qui le voudraient de s'engager, sous une forme spéciale à déterminer, dans les armées alliées. Or, non seulement des Américains de la langue anglaise seraient heureux de venir combattre les barbares teutons, mais, ce qu'on ne sait pas assez en France, il existe parmi les citoyens américains des millions de Slaves qui ont émigré jadis d'Autriche-Hongrie et des Balkans. Ces Slaves américains sont ardemment pro-Alliés et maintes fois dans les derniers mois, ouvriers dans les usines de munitions, ils ont fait échouer les attentats boches. Or, vraisemblablement, quelques centaines de mille de ces Slaves viendraient volontiers combattre en Europe pour concourir à la libération du joug germano-magyar de l'Autriche-Hongrie et des Balkans, leur pays d'origine.

.....

Quand les États-Unis auront « l'œil américain », nous serons considérablement rapprochés de la fin de la guerre et de la victoire intégrale indispensable à la liberté du monde.

André CHÉRADAME.